



DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Opérations de dragage d'entretien du port du Château d'Oléron

Pièce n°1 : Identité du demandeur

Pièce n°2 : Plan de situation

Pièce n°3 : Document attestant du droit à réaliser le projet

Pièce n°4 : Présentation du projet et description de ses caractéristiques

Pièce n°7 : Décision de l'Autorité environnementale à l'issue de l'examen au cas par cas

Août 2021



CLIENT

RAISON SOCIALE	Conseil Départemental de la Charente-Maritime	TITRE	Opération de dragage d'entretien du port du Château d'Oléron - Dossier de demande d'autorisation environnementale au titre des articles L.181-1 et suivants du Code de l'Environnement
COORDONNÉES	Direction de la Mer et du Littoral Avenue Louis Bachelar 17300 ROCHEFORT	NOMBRE DE PAGES	34
INTERLOCUTEUR	Mme Solène BILLARD Cellule Qualité des Eaux Portuaires et Littorales Tél. 05 46 87 88 72 - 06 43 82 31 59 E-mail : solene.billard@charente-maritime.fr	NOMBRE D'ANNEXES	0

SCE

COORDONNÉES	4, rue Viviani – CS26220 44262 NANTES Cedex 2 Tél. 02.51.17.29.29 - Fax 02.51.17.29.99	OFFRE DE RÉFÉRENCE	AC CD17_Lot5_SCE004_CHATEAU_dragage_B
INTERLOCUTEUR	Tiphaine BOURGEOIS Tél. 02 51 17 29 29 tiphaine.bourgeois@sce.fr	N° COMMANDE	Marché 2020604H20_Bon de Commande 2020/20242/06548

ACE3

COORDONNÉES	12, allée de l'Ile Gloriette 44000 NANTES	DATE	INDICE	OBJET DE LA RÉVISION	RÉDACTEUR	CONTRÔLE QUALITÉ
INTERLOCUTEUR	Stéphane BONARDOT Tél. 06.80.42.91.35 E-mail : stephane.bonardot.ace3@gmail.com	14/12/2020	0	Première diffusion	TBO	ACE3
		05/03/2021	1	Prise en compte remarques MOA	TBO	
		03/08/2021	2	Intégration des éléments du mémoire de réponse aux questions des Services Instructeurs	TBO	
		25/08/2021		Version finale	ACE3	

RAPPORT

SIGNATAIRE

Sommaire

Pièce n°1 : Identité du demandeur	7
1. Identité du demandeur	8
Pièce n°2 : Plan de situation.....	9
Pièce n°3 : Document attestant du droit à réaliser le projet	11
Pièce n°4 : Présentation du projet et description de ses caractéristiques	17
1. Eléments de localisation	18
2. Bilan des actions menées sur la précédente période de dragage	19
3. Contexte et objectif du projet.....	22
4. Rubriques de la « <i>nomenclature eau</i> » visées et régime de l'opération d'aménagement.....	23
5. Moyens de suivi, d'entretien et d'intervention	25
5.1. En phase travaux	25
5.1.1. Dragage ponctuel des matériaux pollués	25
5.1.2. Dragage régulier des matériaux non pollués	25
5.2. En phase exploitation	25
Pièce n°5 : Etude d'incidence environnementale, y compris note d'incidences Natura 2000	27
Pièce n°6 : Note de présentation non technique	29
Pièce n°7 : Décision de l'Autorité environnementale à l'issue de la procédure d'examen au cas par cas	31

Préambule

Le Conseil départemental de la Charente Maritime procède à des dragages d'entretien réguliers du port du Château d'Oléron dans le cadre d'une déclaration valable jusqu'en Décembre 2021 (récépissé de Déclaration n°17-2011-00510 du 21 Décembre 2011).

Le Conseil départemental souhaite poursuivre ces opérations régulières postérieurement à décembre 2021 ; c'est pourquoi il va solliciter, auprès du Préfet de la Charente-Maritime, une autorisation, valable à compter de début 2022.

Préalablement à la réalisation des dragages d'entretien à partir de début 2022, une opération ponctuelle et unique devra être réalisée pour draguer une zone du port présentant une contamination en métaux et HAP¹ ; les caractéristiques de cette opération préalable ponctuelle sont telles qu'elle vise le régime de l'autorisation au titre de la loi sur l'eau.

La présente demande concerne donc les deux phases de dragage :

- ▶ Le dragage ponctuel avec prise en charge à terre d'un volume d'environ 1 000 m³ de sédiments pollués,
- ▶ Le dragage d'entretien annuel de l'ensemble des bassins du port, présentant des contaminations dont les seuils sont compatibles avec le rejet dans le milieu.

L'une des composantes du projet global (dragage ponctuel + dragage régulier) relevant du régime de l'autorisation « loi sur l'eau », en application des seuils de la nomenclature de l'article R.214-1 du Code de l'environnement, ce projet global relève de la procédure de demande d'autorisation environnementale, en application des articles L.181-1 et suivants du Code de l'environnement.

La présente demande d'autorisation environnementale est constituée des pièces suivantes :

- ▶ **Pièce n°0 :** Contexte et contenu du dossier réglementaire
- ▶ **Pièce n°1 :** Identité du demandeur
- ▶ **Pièce n°2 :** Plan de situation
- ▶ **Pièce n°3 :** Document attestant du droit à réaliser le projet
- ▶ **Pièce n°4 :** Présentation du projet et description de ses caractéristiques
- ▶ **Pièce n°5 :** Etude d'incidence environnementale au titre de l'article R.181-14 du Code de l'environnement, intégrant une note d'incidence sur le réseau Natura 2000
- ▶ **Pièce n°6 :** Note de présentation non technique
- ▶ **Pièce n°7 :** Décision de l'Autorité environnementale à l'issue de la procédure d'évaluation environnementale au cas par cas (arrêté préfectoral portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement)

¹ HAP : Hydrocarbures aromatiques polycycliques.

Sur le plan formel, la demande d'autorisation environnementale se compose de quatre (4) documents distincts :

- ▶ Document 1 : constitué de la pièce n°0 ;
- ▶ Document 2 : constitué des pièces n°1, n°2, n°3, n°4 et n°7 ;
- ▶ Document 3 : constitué de la pièce n°5 ;
- ▶ Document 4 : constitué de la pièce n°6.

Le présent document constitue le document 2 constitué des pièces n°1, n°2, n°3, n°4 et n°7.

Pièce n°1 : Identité du demandeur

1. Identité du demandeur

La présente demande d'autorisation environnementale est effectuée par :

DEPARTEMENT DE LA CHARENTE-MARITIME



85, boulevard de la république
CS 60003
17076 La Rochelle - Cedex 9
Tél : 05 46 31 70 00

Numéro SIRET : 221 700 016 007 38

Le dossier a été établi avec l'aide de :

SCE



Agence de Nantes
4, rue René Viviani
CS 26220
44262 NANTES Cedex 2
Tél. : 05.51.17.29.29

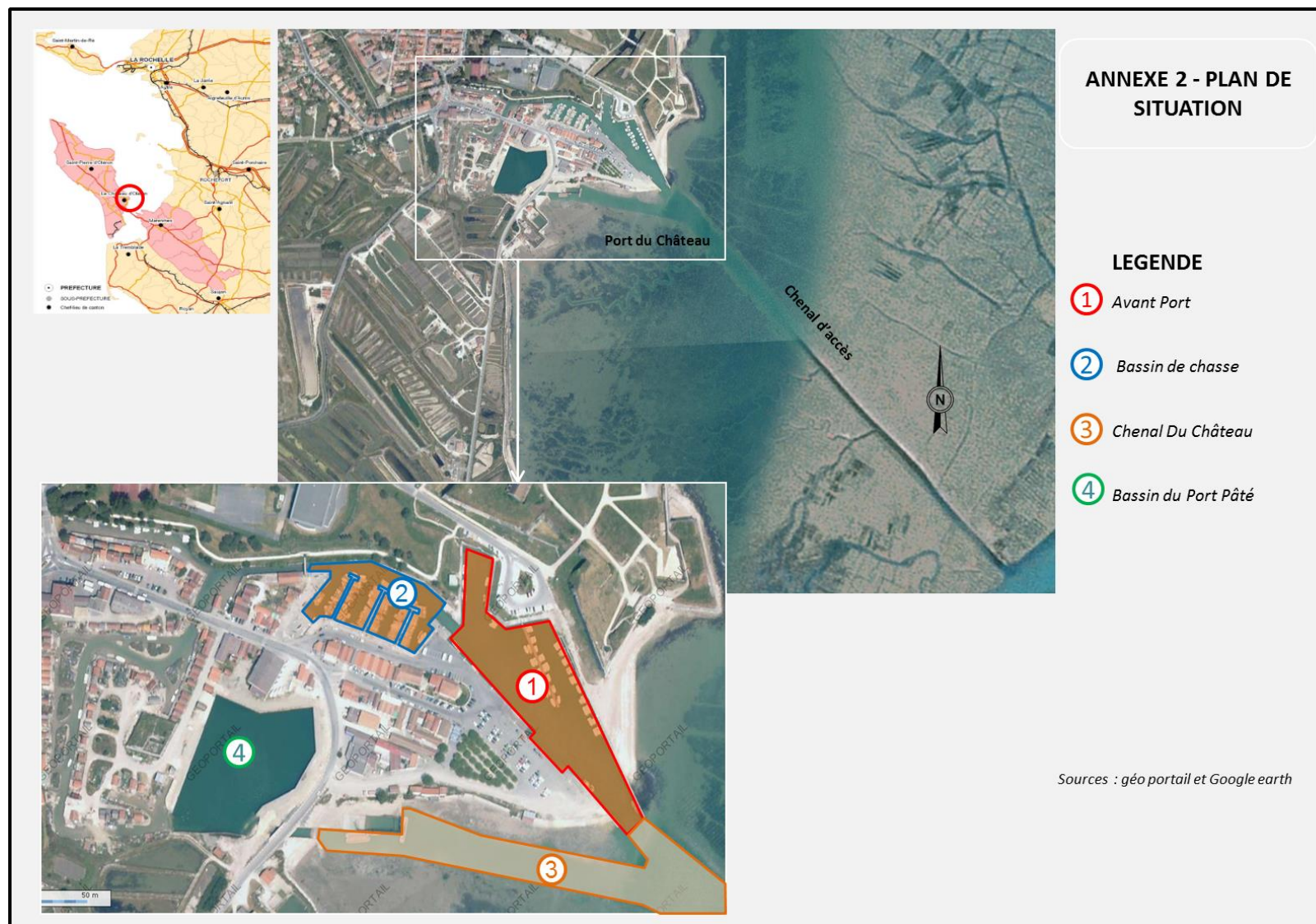
ACE3



12, allée de l'île Gloriette
44000 NANTES
Tél : +33 (0)6.80.42.91.35

Pièce n°2 : Plan de situation

Figure 1 – Plan de situation des opérations de dragages projetées



Pièce n°3 : Document attestant du droit à réaliser le projet

PROCES VERBAL DE REMISE AU DEPARTEMENT DE LA CHARENTE MARITIME
DES DEPENDANCES DU DOMAINE PUBLIC MARITIME
CONSTITUANT LE PORT MARITIME DU CHATEAU D'OLERON

Intervenu entre :

M. le Président du CONSEIL GENERAL
de la CHARENTE MARITIME
agissant au nom du Département

ET :

M. le PREFET COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE
du Département de la CHARENTE MARITIME
agissant au nom de l'Etat

assisté de M. le Directeur Départemental de l'Equipement
et de M. le Directeur des Services Fiscaux

Conformément aux dispositions des articles 19 et suivants de
la loi 83.8 du 7 janvier 1983, du titre II de la loi 83.663
du 22 juillet 1983

o o
o

L'Etat met gratuitement à la disposition du Département de la CHARENTE MARITIME, l'assiette foncière, les biens meubles et immeubles constituant le port du CHATEAU D'OLERON, tel que ce port se trouve délimité sur le plan joint, pour que le Département y exerce les compétences qui lui sont conférées par la loi du 22 juillet 1983.

DEFINITION DES LIMITES DU PORT

Les limites du port du CHATEAU D'OLERON sont fixées, côté mer et côté terre, conformément au tracé représenté sur le plan au 1/1000e, annexé au présent arrêté et défini comme suit :

côté mer : . par une ligne joignant le point I au point 1, suivant la limite extérieure de la jetée Nord, sur une distance de 106 mètres puis par la limite de la rive gauche du chenal d'accès au port, du point 1 au point 2 ; cette limite est parallèle à l'axe du chenal en direction de la mer sur une distance de 1 200 mètres, son extrémité se trouvant située à hauteur de la balise Sud de la Mortanne ; les coordonnées de cette balise sont :

- 45° 52' 28" Nord
- 1° 10' 43" Ouest

. par une ligne perpendiculaire à l'axe du chenal joignant le point 2 au point 3 situé sur la rive droite, à 10 mètres de l'axe du chenal :

. par la limite de la rive droite du chenal d'accès au port, du point 3 au point 4 situé à l'extérieur de la digue Sud du port et à une distance de 10 m de l'axe du chenal ;

. par la ligne joignant le point 4 au point 5 situé à 7 mètres de l'angle de l'établissement ostréicole représenté en hachures, sur le plan joint :

... ..

· par la ligne joignant le point 5 au point 6, situé à sa perpendiculaire et parallèle à l'établissement ostréicole, à une distance de 7 mètres.

Côté terre : · par la ligne joignant le point 6 au point A, en suivant la limite extérieure de la chaussée ;

· par une ligne dont les extrémités sont les points 6 et I définis ci-dessus, et joignant les points A B C D E F G H suivant la limite extérieure des quais du port ; la ligne joignant les points E F G se trouve située à la base extérieure des murs d'enceinte de la citadelle ;

· par un tracé polygonal dont les angles extérieurs sont définis par les points Q R S T U V suivant la limite extérieure des quais du port.

NATURE DU DOMAINE

Domaine Public Maritime portuaire d'une surface totale de 8 ha 80 ares, comprenant deux plans d'eau de 1 ha 20 ares et 2 ha 70 ares, un chenal d'accès de 2 ha 40 ares et une infrastructure de 2 ha 50 ares, constituée par des ouvrages d'accostage, de mise à l'eau, de carénage, de stationnement des bateaux, et d'un dispositif pour les chasses.

SITUATION DU PORT

Le port est situé sur le littoral Est de l'ILE d'OLERON.

SERVIITUDES AFFECTANT L'UTILISATION DU SOL

Servitudes d'accès : le Département de la CHARENTE MARITIME est tenu de permettre la libre circulation des agents du service des Phares et Balises, chargés de l'entretien de la signalisation maritime.

DESCRIPTIF DES BIENS REMIS

Constitution des ouvrages :

- jetée Nord	longueur : 106) largeur : 2)	surface : 212 m2
- jetée Sud	longueur : 10) largeur : 3)	surface : 30 m2
- quai Nord	longueur : 270) largeur : 3)	surface : 810 m2
- quai Sud	longueur : 210) largeur : 0,80)	surface : 168 m2
- quai bassin de chasse	longueur : 170) largeur : 4)	surface : 680 m2

Linéaire d'accostage :

abrité : 360 ml

Cales de carénage :

- une cale de mise à l'eau et de débarquement d'une surface de 500 m2 située sur le quai Sud du bassin à marée ;

- une cale de carénage d'une surface de 1 100 m2 située dans l'angle Nord du bassin à marée ;
- une cale de carénage et de mise à l'eau d'une surface de 300 m2 située dans l'angle Ouest du bassin de chasse.

Terre-pleins portuaires

- situés sur la face Ouest du port et dans "le Pâté"

Dispositif pour les chasses :

- une porte de retenue à deux vantaux, équipée de quatre vannes de chasse commandées hydrauliquement.

Divers

Cote du fond du bassin à marée et chenal d'accès ;
(+ 1,00) en moyenne

Plans d'eau :

Les deux plans d'eau et la réserve des chasses représentent une surface de 3 ha 70 ares.

ESTIMATION DE L'ETAT DES OUVRAGES

Les ouvrages sont en bon état d'entretien et de conservation, sauf une partie du quai Sud du bassin des chasses, qui présente une déformation longitudinale, dont le coût des travaux de redressement est estimé à 40.500,00 F au 1er janvier 1984.

BIENS NON REMIS

- La Redoute, annexe à la citadelle

- construction, située sur le terre-plein du "Pâté" de 1120 m2, inscrite au titre de la protection des monuments historiques classés

- les immeubles affectés aux besoins de fonctionnement des services de l'Etat

- les bureaux et logement de fonction, situés sur le terre-plein du port de 1 100 m2

Le garage et dépôt situés sur le terre-plein du "Pâté" de 550 m2.

REGIME DE GESTION DU PORT

Le port a été géré par l'Etat.

L'Etat a consenti à des particuliers des droits de jouissance du Domaine Public sous forme d'autorisations d'occu-

....

pations précaires et révocables (les titres correspondants sont joints en annexe). Le Département est substitué à l'Etat dans les droits et obligations attachés au droit de jouissance du Domaine Public Maritime.

MARCHE DE TRAVAUX EN COURS

Néant

CLAUSES PARTICULIERES :

Néant

Le présent procès-verbal de remise sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Fait à LA ROCHELLE, en double original, le **22 AVR. 1984**

Le Président
du CONSEIL GENERAL



Philippe MARCHAND

Député

LE PREFET
COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE,

Jacques MONESTIER

Pièce n°4 : Présentation du projet et description de ses caractéristiques

1. Eléments de localisation

La zone de dragage est constituée par l'ensemble des bassins portuaires du périmètre du port départemental du Château d'Oléron :

- ▶ Chenal du Château d'Oléron ;
- ▶ Avant-Port ;
- ▶ Bassin de chasse ;
- ▶ Port du Pâté.

La localisation des zones de dragage est présentée sur la figure n°1 « plan de situation » ci-avant (pièce n°2).

2. Bilan des actions menées sur la précédente période de dragage

Un Plan de Gestion Environnemental Portuaire a été établi en 2011 parallèlement à la déclaration relative aux travaux annuels de dragage d'entretien. Ce document établissait un état des lieux du port, identifiait les problématiques rencontrées et proposait un plan d'action sur 10 ans.

Le tableau suivant présente un bilan actuel de l'évolution des problématiques environnementales identifiées en 2011.

Enjeux qualitatifs	Thèmes / Paramètres	Distance de la zone de dragage	Qualité / Classification	
			(2010 sauf mention)	(2020 sauf mention)
Eaux conchylicoles	Groupe 1	< 1 km	Pêche non pratiquée	Pêche non pratiquée
	Groupe 2	< 1 km	Pêche non pratiquée	Pêche non pratiquée
	Groupe 3	< 1 km	Classement A : Commercialisation directe autorisée	Classement A : Commercialisation directe autorisée
Eaux de baignades	Bactériologie	< 5 km	A : Bonne (plan d'eau aménagé) B : Moyenne (La plage)	Bonne (plan d'eau aménagé) Suffisante (La plage)
Eaux de transition (DCE)	Masse d'eau littorale FRFC02 « Pertuis Charentais »	0 km	Atteinte de l'Objectif de Bon Etat global en 2027, bon état chimique 2027, bon état écologique 2015	Atteinte de l'Objectif de Bon Etat global en 2027, bon état chimique 2015, bon état écologique 2015
Sédiments ¹ (planche 6 et annexe 2, fiche 2)	Granulométrie	Bassin à flot	Argilo-limoneux : 60 % < 63µm	Pas d'information récente
		Avant port	Argilo-limoneux : 90 % < 63µm	
	Métaux lourds	Bassin à flot	Légèrement > N1 en 2008 (arsenic, plomb, cuivre) => sédiment faiblement pollué	> N2 en Cuivre et > N1 en Zinc depuis 2015 au pie de la cale de mise à l'eau
		Chenal	< N1	< N1 tous les ans
		Avant port	< N1	< N1 tous les ans
		Port du Pâté / chenal	En cours	< N1 tous les ans
	HAP	Bassin à flot	4 HAP > seuil N1 préconisé et 2 HAP > seuil N2 préconisé en 2008 6 HAP > seuil N1 préconisé en 2009 3 HAP > seuil N1 préconisé en 2010	2019: HAP > N2 dans zone cale de mise à l'eau PCB < N1
		Chenal	< N1	- Pas d'analyse

Enjeux qualitatifs	Thèmes / Paramètres	Distance de la zone de dragage	Qualité / Classification	
			(2010 sauf mention)	(2020 sauf mention)
		Avant port	< N1	< N1
		Port du Pâté / chenal	En cours	< N1
	TBT / PCB	Bassin à flot	< N1	< N1
		Chenal	< N1	< N1
		Avant port	< N1	< N1
		Port du Pâté / chenal	En cours	- Pas d'analyse
	Bactérie : E. Coli	Bassin à flot	Qualité mauvaise à très mauvaise de 2005 à 2011	Bonne qualité depuis 2015
		Chenal		Pas d'analyses sur la décennie
		Avant port		Bonne qualité depuis 2013, mauvais qualité en 2019
		Port du Pâté / chenal		Bonne qualité depuis 2018
	Bactérie : Streptocoques / Entérocoques fécaux	Bassin à flot	Mauvaise à très mauvaise qualité (2004 à 2009)	Très mauvaise qualité en 2019
		Chenal		Pas d'analyses sur la décennie
		Avant port		Très mauvaise qualité en 2019
		Port du Pâté	Bonne qualité 2011	Très mauvaise qualité en 2019

Tableau 1: Bilan actuel de l'évolution des problématiques environnementales identifiées en 2011

En 2010, la déclaration relative à l'opération de dragage était assortie d'un Plan de Gestion Environnemental du Port, qui présentait les thématiques identifiées comme problématiques à l'issue de l'état des lieux ainsi que les actions correctives à mettre en place.

Le bilan de ce plan d'action est synthétisé dans le tableau suivant.

Tableau 2: Bilan du Plan d'Actions 2010-2020

Thématique	2011	2012-2021	Actions à poursuivre
Carénage	Pas d'aire de carénage, observation de carénages sauvages sur la cale du bassin de chasses Constat de pollution des sédiments en métaux lourds (cuivre et zinc) et HAP dans le bassin des chasses.	Création en 2017 d'une aire de carénage aux normes Arrêt des carénages sauvages sur la cale	<ul style="list-style-type: none"> - Communication régulière sur l'interdiction de carénage en dehors de la zone dédiée, - Entretien et surveillance de l'aire de carénage à effectuer de manière régulière
Avitaillement	Station carburant existante mais sans système de récupération des égouttures	Création d'une nouvelle station d'avitaillement en sortie du bassin de chasses	<ul style="list-style-type: none"> - Communication pour sensibilisation des usagers aux bonnes pratiques d'usage de la station d'avitaillement - Séparateur d'hydrocarbures de la zone de dépotage et bac de récupération des égouttures à entretenir régulièrement
Eaux pluviales	<ul style="list-style-type: none"> - 16 exutoires des eaux pluviales du centre-ville en amont du port et 2 dans le port - Ruissellement depuis les quais, le parking et la zone d'avitaillement directement dans le port 	Réalisation d'un schéma directeur et Réfection du réseau communal sur 2020-2021 Seul subsistent quelques rejets pluviaux des jardins des habitations dans les douves. Les analyses réalisées par la Ville montrent l'absence de pollution au-delà des seuils dans ces rejets	Actions proposées par le Département : <ul style="list-style-type: none"> - Point d'étape (DDTM, Commune, Communauté de Communes, Département), sur la qualité bactériologique des sédiments du port, - Poursuite des missions d'accompagnement technique et d'animation en faveur des collectivités vis-à-vis de la politique départementale d'amélioration de la qualité du milieu littoral
Eaux usées	<ul style="list-style-type: none"> - Cabanes ostréicoles ainsi que quelques maisons non raccordées à l'assainissement collectif - Pas de récupération des eaux usées des navires 	<ul style="list-style-type: none"> - Raccordement de l'ensemble des cabanes au réseau collectif - Pompe d'aspiration des eaux usées embarquées sur le ponton d'avitaillement 	
Déchets	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de points de collecte des déchets ménagers insuffisants (2 corbeilles publiques) - Pas de collecte des huiles usagées ni eaux de fond de cale - Rejet de macrodéchets dans le port 	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'une mini-déchetterie portuaire sur le site de l'aire de carénage - Plan de gestion des déchets en cours de finalisation 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation des usagers de l'aire de carénage et de la déchetterie portuaire à poursuivre

3. Contexte et objectif du projet

Le port Départemental du Château-d'Oléron (bassin de chasse, avant-port et port du Pâté) forme deux zones de transition semi-confinées qui modifient l'hydrodynamisme pour créer un piège à sédiments. Afin de maintenir une cote d'exploitation et d'éviter l'accumulation de pollution dans les sédiments portuaires, les bassins du port ainsi que le chenal d'accès, font l'objet de dragages d'entretien quasi annuels.

Les anciennes activités de carénage au droit de la cale située dans le fond du bassin de chasse, ont amené à l'accumulation de métaux lourds et HAP dans des quantités non compatibles avec une remise en suspension en mer. Ainsi, cette zone n'a pas été draguée depuis 2011 après avoir identifié une contamination incompatible avec la remise en suspension des matériaux dans le milieu.

Depuis la mise en service en 2017 de la nouvelle aire de carénage au sud du port, plus aucune opération de carénage n'est réalisée sur la cale du bassin de chasse. Il n'y aura donc plus de contamination consécutive à cette activité.

L'objectif du projet est donc double :

- ▶ Dans un premier temps et de manière ponctuelle : évacuer des sédiments pollués du fait des anciennes pratiques de carénage.
- ▶ Dans un second temps et de manière annuelle : entretenir régulièrement les bassins portuaires afin de maintenir une offre de service aux usagers (tirant d'eau minimum garanti) et éviter l'accumulation de pollutions d'origine terrigène.

Le projet consiste à réaliser des dragages dans le port du Château d'Oléron. La démarche s'inscrit dans la continuité du récépissé de déclaration qui autorise, jusqu'en décembre 2021 les opérations menées actuellement, autorisation que le Département souhaite renouveler en mettant en œuvre les mêmes techniques, éprouvées, et pour lesquelles les suivis réalisés démontrent l'absence d'incidences négatives.

Le projet concerne donc :

- ▶ **Un premier dragage ponctuel d'environ 1 000 m³** de matériaux présentant des dépassements des seuils N1/N2 pour les métaux et les HAP. Ces matériaux circonscrits au niveau de la cale du fond du bassin de chasse seront extraits à la pelle mécanique et transportés par camion jusqu'à La Rochelle. Ils seront stockés sur la plateforme de gestion des sédiments portuaires de La Repentie. Cette ICPE² est autorisée et apte à recevoir ces sédiments aussi bien en termes de qualité que de quantité.
- ▶ Puis un **dragage d'entretien annuel des différentes zones du port dont les sédiments ne présentent pas de dépassement de seuils**. Le dragage sera réalisé en fonction du besoin dans les différentes zones du port dans la limite d'un **volume total de 20 000 m³/an** (chenal du Château, avant-port, bassin de chasse, port du Pâté). La technique employée est le rotodévasage avec remise en suspension des matériaux à marée descendante. Ces dragages sont réalisés après avoir vérifié que la qualité des sédiments à évacuer était compatibles avec un rejet dans le milieu.

² ICPE : Installation classée pour la protection de l'environnement.

4. Rubriques de la « nomenclature eau » visées et régime de l'opération d'aménagement

Le Code de l'environnement prévoit que les IOTA³ ayant une influence notable sur l'eau ou le fonctionnement des écosystèmes aquatiques et marins fassent l'objet d'une procédure de déclaration ou d'autorisation préalable à leur mise en œuvre. L'article L.214-2 renvoie à un décret en conseil d'Etat le soin d'établir une nomenclature des opérations soumises au régime de formalités préalables qu'il institue et notamment au régime d'autorisation et de déclaration.

La nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 figure au tableau annexé à l'article R.214-1 du Code de l'environnement.

Différentes rubriques de cette « nomenclature eau », regroupées par titre, sont visées par le projet de dragage du port du Château d'Oléron. Leur applicabilité au projet est examinée dans le tableau ci-après.

Rubriques de la nomenclature visées par les aménagements projetés - Article R.214-1 du Code de l'environnement

N° de Rubrique	Intitulé	Régime	Justification
Titre IV : Impacts sur le milieu marin			
4. 1. 3. 0. Dragage et / ou rejet y afférent en milieu marin :	1° Dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence N2 pour l'un au moins des éléments qui y figurent ;	A	Concerne les 1000 m ³ de sédiments situés au fond du bassin de chasse présentant des dépassements des seuils N1/N2 pour les métaux et les HAP
	2° Dont la teneur des sédiments extraits est comprise entre les niveaux de référence N1 et N2 pour l'un des éléments qui y figurent : a) Et, sur la façade métropolitaine Atlantique-Manche-mer du Nord et lorsque le rejet est situé à 1 kilomètre ou plus d'une zone conchylicole ou de cultures marines :		
	I.-Dont le volume maximal in situ dragué au cours de douze mois consécutifs est supérieur ou égal à 50 000 m ³ ;	A	
	II.-Dont le volume maximal in situ dragué au cours de douze mois consécutifs est inférieur à 50 000 m ³ ;	D	
	b) Et, sur les autres façades ou lorsque le rejet est situé à moins de 1 km d'une zone conchylicole ou de cultures marines :		
	I.-Dont le volume maximal in situ dragué au cours de douze mois consécutifs est supérieur ou égal à 5 000 m ³ ;	A	
	II.-Dont le volume maximal in situ dragué au cours de douze mois consécutifs est inférieur à 5 000 m ³ ;	D	

³ IOTA : Installations, Ouvrages, Travaux et Activités.

N° de Rubrique	Intitulé	Régime	Justification
	Titre IV : Impacts sur le milieu marin		
	3° Dont la teneur des sédiments extraits est inférieure ou égale au niveau de référence N1 pour l'ensemble des éléments qui y figurent :		
	a) Et dont le volume in situ dragué au cours de douze mois consécutifs est supérieur ou égal à 500 000 m ³ ;	A	
	b) Et dont le volume in situ dragué au cours de douze mois consécutifs est supérieur ou égal à 5 000 m ³ sur la façade Atlantique-Manche-mer du Nord et à 500 m ³ ailleurs ou lorsque le rejet est situé à moins de 1 km d'une zone conchylicole ou de cultures marines, mais inférieur à 500 000 m ³ .	D	Le port du Château d'Oléron est situé à moins d'1 km de zones ostréicoles. Les volumes annuels de dragage de matériaux seront de 20 000 m³.
	L'autorisation est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à dix ans. L'autorisation prend également en compte les éventuels sous-produits et leur devenir.		

La phase du projet consistant à réaliser le dragage ponctuel d'un volume de 1 000 m³ de sédiments pollués vise, sous le régime de l'autorisation, la rubrique 4.1.3.0 de la nomenclature de l'article R.214-1 du Code de l'environnement.

Le projet global tel que présenté précédemment relève donc de l'autorisation « loi sur l'eau ».

Conséquence : en application des articles L.181-1 et suivants du Code de l'environnement, le projet global relève de la procédure de demande d'autorisation environnementale.

5. Moyens de suivi, d'entretien et d'intervention

5.1. En phase travaux

5.1.1. Dragage ponctuel des matériaux pollués

- ▶ Préalablement aux opérations de dragage : réalisation d'analyses sédimentaires avec un maillage resserré afin de circonscrire la zone de matériaux pollués à évacuer.
- ▶ Dragage réalisé bassin à sec et écluse fermée afin de limiter les risques de relargage et dissémination de déblais de dragage pollués dans le reste du port.
- ▶ Utilisation de camions benne étanche pour le transfert des matériaux de dragage non immergeables vers leur site de stockage définitif (ICPE La Repentie).
- ▶ Entreprises de travaux informées des risques en enjeux environnementaux et équipées de kits anti-pollution.

5.1.2. Dragage régulier des matériaux non pollués

- ▶ Préalablement aux opérations de dragage : Réalisation d'analyses sédimentaires dans les différentes zones draguées afin de s'assurer de l'innocuité des matériaux et de leur compatibilité avec une remise en suspension dans le milieu.
- ▶ Technique de dragage par rotodévasage éprouvée et approuvée sur la précédente décennie : Dragage réalisé au jusant permettant une dissipation optimale du panache de turbidité afin de limiter les impacts sur les milieux environnants (enjeux conchyliculture)
- ▶ Entreprises de travaux informées des risques en enjeux environnementaux et équipées de kits anti-pollution.

5.2. En phase exploitation

S'agissant de travaux ponctuels de dragage, il n'est pas prévu de moyen spécifique de suivi ou d'intervention à l'issue des travaux.

Pièce n°5 : Etude d'incidence environnementale, y compris note d'incidences Natura 2000

Cf. pièce 5 en document indépendant joint.

Pièce n°6 : Note de présentation non technique

Cf. pièce 6 en document indépendant joint.

Pièce n°7 : Décision de l'Autorité environnementale à l'issue de la procédure d'examen au cas par cas



Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Nouvelle-Aquitaine

**Arrêté préfectoral du 14 septembre 2020
portant décision d'examen au cas par cas n° 2020-10011 en application
de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

La Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine

Vu le code de l'environnement, notamment la section première du chapitre II du titre II du livre premier, et plus particulièrement ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° 2020-10011 relative à la réalisation d'un dragage d'entretien du port départemental de Château-d'Oléron(17), reçue complète le 16 juillet 2020 ;

Vu l'arrêté de la préfète de région du 17 février 2020 portant délégation de signature à Madame Alice-Anne MÉDARD directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Nouvelle-Aquitaine ;

Considérant la nature du projet qui consiste à un dragage ponctuel de 1000 m³ de matériaux présentant des dépassements des seuils N1/N2 pour les métaux et les HAP(hydrocarbures aromatiques polycycliques) ainsi qu'un entretien régulier annuel des différentes zones du port dont les sédiments ne présentent pas de dépassement de seuils ;

Étant précisé que toute modification substantielle du projet, tel que présenté dans la demande, nécessiterait un nouvel examen ;

Considérant que ce projet relève du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la localisation du projet :

- sur l'île d'Oléron, dans une commune soumise à la loi du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral,
- dans une commune concernée par le Plan de prévention des risques naturels de l'île d'Oléron, (risques littoraux, érosion côtière, submersion marine) approuvé par arrêté préfectoral du 17 août 2018,
- au sein du parc marin national Estuaire de la mer des Pertuis et au sein de la réserve nationale Moeze-Oléron ;
- au sein des sites Natura 2000 *Marais de Brouage Ile d'Oléron (ZPS)* et *marais de Brouage (ZCS)* ainsi que des ZNIEFF *Marais et vasières de Brouage-Seudre-Oléron* et *Vasières cote est d'Oléron*,
- dans le périmètre du site classé *Île d'Oléron*,

Considérant que la zone de dragage est constituée par l'ensemble des bassins portuaires du périmètre du port départemental de Château d'Oléron : Chenal du château d'Oléron, Avant-Port, Bassin à flot, port du Pâté ;

Considérant que préalablement aux opérations de dragage, chaque zone doit faire l'objet d'une campagne d'analyses sédimentaires afin de s'assurer de l'innocuité des matériaux et de la compatibilité avec une remise en suspension dans le milieu ;

Considérant qu'une analyse en 2012 a mis en évidence une teneur en cuivre supérieure au niveau N2 dans la zone de la cale de mise à l'eau du bassin à flot ; étant précisé que cette zone, contaminée, n'a pas fait l'objet de dragage depuis cette date ;

Considérant que le pétitionnaire s'engage à :

- concevoir le système de dragage de manière à minimiser les quantités d'eau recueillies et éviter la dispersion des produits dans la mer,
- réaliser un suivi de la qualité des eaux au niveau de l'écluse du bassin à flot durant les travaux,
- à réaliser un suivi des matières en suspension (MES) à travers des mesures de turbidité en amont de l'écluse afin de s'assurer que la dispersion ne se fera pas au-delà de l'enceinte du bassin ;

Considérant que les sédiments présentant des contaminations seront transférés par des camions bennes étanches vers le site de la Repentie, centre de valorisation des déchets, centre de gestion des sédiments (ICPE) situé sur le port de commerce de La Rochelle ;

Considérant que le porteur de projet s'assurera, avant le démarrage des travaux, de la présence ou de l'absence d'espèces protégées et/ou de leurs habitats sur le site d'implantation et sur une aire élargie ;

Considérant qu'en cas de présence d'espèces protégées et/ou de leurs habitats, le pétitionnaire devra respecter la réglementation relative aux espèces protégées (articles L.411-1 et L.411-2 du code de l'environnement) ;

Considérant que le projet doit être en conformité avec les préconisations du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Charente afin d'assurer la protection et l'amélioration de l'état des eaux et des milieux aquatiques et la préservation des zones humides ;

Considérant que le projet est soumis à autorisation environnementale au titre de la police de l'eau et des milieux aquatiques et que, dans ce cadre, une analyse des incidences environnementales sera produite ;

Considérant qu'il ressort des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, compte tenu des réglementations spécifiques encadrant son autorisation, que le projet relève de l'annexe III de la directive 2014/52/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} : En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement le projet de réalisation d'un dragage d'entretien du port départemental de Château-d'Oléron(17) n'est pas soumis à la réalisation d'une étude d'impact.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

Le présent arrêté sera publié sur les sites Internet de la préfecture de région et de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle-Aquitaine.

À Bordeaux le 14 septembre 2020

Pour la Préfète et par délégation,
Pour la Directrice et par délégation,
Le Chef de la Mission évaluation environnementale

Pierre QUINET

Table des figures

Figure 1 – Plan de situation des opérations de dragages projetées	10
--	-----------



sce

Aménagement
& environnement

www.sce.fr

GROUPE KERAN